

**POLITIQUES PUBLIQUES ET CREATION D'EMPLOIS AU  
SENEGAL :  
UNE ANALYSE EN TERMES D'EFFICACITE DE PROGRAMMES DE  
PROMOTION D'EMPLOIS DES JEUNES  
PUBLIC POLICIES AND JOB CREATION IN SENEGAL:  
AN ANALYSIS IN TERMS OF THE EFFECTIVENESS OF YOUTH  
EMPLOYMENT PROMOTION PROGRAMS**

**Par**

**Samba SANE**

**Enseignant-Associé à l'Université Assane Seck de Ziguinchor-Sénégal.**

**[sambasane56@yahoo.fr](mailto:sambasane56@yahoo.fr)**

**&**

**David DIONE**

**Enseignant-Associé à l'Université Assane Seck de Ziguinchor-Sénégal.**

**[jonshondavid777@yahoo.fr](mailto:jonshondavid777@yahoo.fr)**

**&**

**Moustapha SANE**

**Enseignant-Associé à l'Université Assane Seck de Ziguinchor-Sénégal.**

**[m.sane1830@zig.univ.sn](mailto:m.sane1830@zig.univ.sn)**

**Résumé-** Cet article cherche à analyser l'impact des politiques d'emplois sur la réduction du chômage des jeunes au Sénégal. Les résultats de l'enquête ont montré que beaucoup de jeunes ne s'intéressent pas à ses programmes parce qu'ils pensent qu'ils ne pourront pas bénéficier d'un financement. A cet effet, nous recommandons des politiques de communications pouvant les rassurer et les motiver à s'inscrire aux programmes. Les résultats ont aussi montré que la plupart des bénéficiaires de financement sont instruits et ont reçu une formation professionnelle (80%). Il urge donc de mettre l'accent sur la formation professionnelle afin de

résoudre le problème d'inadéquation entre formation et emploi qui constitue un déterminant majeur du chômage au Sénégal.

**Mots clés :** *Politique publique, efficacité, création d'emploi, Sénégal.*

**Classification JEL:** *J18, J08, J62*

**Abstract** - This paper aims to analyze the impact of employment policies on reducing youth unemployment in Senegal. The results showed that many young people are not interested in its programs because they think they will not be able to receive funding. To this end, we recommend communications policies that can reassure and motivate them to sign up for programs. The results also showed that the majority of funding recipients are educated and have received vocational training (80%). It is therefore urgent to focus on vocational training in order to resolve the problem of mismatch between training and employment, which is a major determinant of unemployment in Senegal.

**Key words:** *public policy, efficiency, employment creation, Senegal.*

**JEL Classification:** *J18, J08, J62*

## 1. Introduction

Depuis de nombreuses années, les questions relatives au marché du travail et à l'emploi sont au cœur de nombreux débats entre économistes. Les discussions tournent autour de la question de l'équilibre ou déséquilibre du marché du travail, c'est-à-dire de l'origine du chômage.

Les politiques d'emploi voient le jour en 1963 avec la création du Fonds National de l'Emploi (FNE) en rupture avec les politiques de main-d'œuvre antérieures (Colomb, 2012). Au sens large, elles sont l'ensemble des politiques visant à assurer le plein emploi mais au sens étroit, elles se définissent comme l'ensemble des mesures mises en œuvre par les administrations publiques dans le but d'accroître l'emploi et de réduire le chômage.

En Afrique, suite au sommet de Ouagadougou sur l'emploi à la fin 2004, l'attention s'est portée sur des stratégies de réduction de la pauvreté favorables à l'emploi ainsi des politiques nationales de l'emploi (BIT<sup>1</sup>, 2017). Mais, le marché du travail reste largement inexploré et son fonctionnement méconnu. Or, leur connaissance est centrale dans les politiques de développement et de lutte contre la pauvreté (De Vreyer et Rouband, 2013).

Depuis la crise financière<sup>2</sup> de 2008, la nécessité d'élaborer des politiques nationales de l'emploi globales est devenue une priorité à l'échelle mondiale (BIT, 2017). Aujourd'hui encore, avec la crise du coronavirus, le développement de l'Afrique est encore exposé au risque d'une instabilité économique, sociale et politique, sous l'effet du ralentissement des activités économiques.

Au Sénégal des efforts spécifiques d'aider les jeunes à se lancer ont été consentis à travers la mise en place des programmes. Ainsi, la création d'agences et de fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes s'est véritablement accrue (Kane et al., 2018). Pour ces auteurs, la décision de recourir à un programme d'emploi peut être influencée par plusieurs éléments parmi lesquels le genre, l'âge, le milieu de résidence, le diplôme obtenu, la formation suivie, le niveau d'instruction, etc. Cependant, il faut signaler que ces programmes, même s'ils sont connus par les jeunes, l'affluence de ces derniers censés les bénéficier est très faible (19% seulement), ce qui pose le problème de leur efficacité. Les résultats de l'enquête ont montré que beaucoup de jeunes ne s'intéressent pas à ces programmes, pensant qu'ils ne pourront pas

---

<sup>1</sup> Bureau International du Travail

<sup>2</sup> Après la crise financière de 2008, le nombre de chômeurs a augmenté dans le monde entier, particulièrement dans les pays à revenu intermédiaire ou élevé. Les taux de chômage des jeunes ont augmenté dans près de quatre économies avancées sur cinq et deux économies en développement sur trois.

bénéficiaire d'un financement, ou la plupart des bénéficiaires de financement sont instruits et ont reçu une formation professionnelle (80%).

Dans cette optique, cet article présente les enjeux de l'intervention publique dans le domaine de l'emploi au Sénégal en montrant comment l'analyse économique permet de répondre à la question : les politiques d'emploi permettent-elles de lutter efficacement contre le chômage au Sénégal ?

L'objectif de cette recherche est de procéder à une analyse des politiques de l'emploi au Sénégal, et de voir dans quelles mesures elles ont été couronnées de succès.

Après l'introduction, la suite de cet article s'articule autour de cinq parties. La première aborde la revue de littérature. La deuxième est l'état des lieux de l'emploi au Sénégal. La troisième partie aborde le fonctionnement des programmes de promotion d'emploi : l'exemple d'ANPEJ. La quatrième énonce une brève méthodologie et analyse de l'efficacité des programmes de promotion d'emploi pour terminer sur la conclusion et les implications de politique économique.

## **2. Revue de la littérature**

L'économie mondiale a connu une expansion considérable entre 2002 et 2007 (BIT, 2017). Une croissance de l'emploi relativement forte a été observée dans presque toutes les régions du monde. Cependant, la croissance enregistrée sur cette période n'a pas amené une création soutenue d'emplois décents.

Au Sénégal, depuis l'an 2000, la réduction définitive de la pauvreté reste l'un des priorités actuelles des gouvernements sénégalais. Le secteur privé offre peu d'opportunités d'emplois salariés, et les PME<sup>3</sup>/PMI<sup>4</sup> accèdent difficilement au financement en raison des niveaux élevés de garanties bancaires exigées (FAD<sup>5</sup>, 2013). Pour cet auteur, le fort taux de chômage enregistré par le Sénégal s'expliquait aussi par l'inadéquation entre formation et emploi.

Depuis, le Sénégal s'est attelé sur la période 2003-2010 à réduire le nombre de pauvres en facilitant par exemple l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, assainissement, . . .) (Diagne, 2017). Pour cet auteur, en 2014, tous les espoirs sont portés sur le Plan Sénégal Emergent (PSE) initié par l'Etat pour un montant de financement de 9685,7 milliards de FCFA susceptible d'augmenter dans le futur. Le Plan d'Action Prioritaire (PAP)

---

<sup>3</sup> Petites et Moyennes Entreprises

<sup>4</sup> Petites et Moyennes Industries

<sup>5</sup> Fonds Africain de Développement

du PSE s'étend sur la période 2014-2018. Ses objectifs sur la période étant : un taux de croissance économique de plus de 7%, un déficit budgétaire en pourcentage du PIB de 4,7%, une tendance baissière de la consommation finale, une augmentation du taux d'investissement et la création d'emplois. Le point focal pour atteindre ces objectifs est la stabilité du cadre macroéconomique. L'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ) a été créée à cet effet, suite à la fusion de l'ANEJ, l'AJEB, l'ANAMA et du FNPJ. En plus de ces acteurs directs, il y a des intervenants qui agissent indirectement sur la politique d'emploi comme l'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises (ADEPME), l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements et des Grands Travaux (APIX), l'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public (AGETIP), l'Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole (ANIDA) et l'Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat (APDA) (Kane et al., 2018).

Selon Kane et al. (2019), ces programmes d'insertion en emploi pour les jeunes semblent être efficaces. Pour ces auteurs, plus de la moitié des bénéficiaires (62,8 %) déclarent que la participation à ces programmes a eu une influence positive sur leur chance de trouver un emploi quelconque, tandis que pour le reste (37,2 %), l'influence a été faible, voire inexistante. S'intéressant intrinsèquement aux différents programmes, ces derniers constatent que 60,68 % des bénéficiaires d'un « *contrat de solidarité* » (enseignement dans les établissements privés) affirment que ce dernier a globalement amélioré leur chance de trouver un emploi. Ainsi, ce pourcentage s'élève à 62,73 % pour les bénéficiaires d'un contrat de stages et de formation et à 80 % pour ceux qui ont obtenu un « *contrat d'essaimage* » (possibilité de créer ou de reprendre une entreprise par le biais d'un soutien financier de l'Etat).

Sur le plan international, les politiques publiques au Sénégal sont concentrées autour d'une coopération stratégique avec les pays amis qui aboutit à l'aide au développement, aux donations et aux Investissements Directs Étrangers (IDE) (Diagne, 2017).

Selon le BIT (2017), en Asie de l'Est et du Sud-Est (Singapour, Indonésie, Philippines, Cambodge), les politiques sont axées sur une intégration mondiale de l'économie comme principal vecteur de croissance et de promotion de l'emploi. L'emploi est abordé dans le cadre des plans nationaux de développement ou dans des documents traitant spécifiquement de politique de l'emploi.

En Afrique, l'attention s'est portée sur des stratégies de réduction de la pauvreté favorables à l'emploi ainsi que des politiques nationales de l'emploi. Suite au Sommet de Ouagadougou sur l'emploi à la fin 2004, les questions d'emploi ont pris plus d'importance dans les stratégies de réduction de la pauvreté. Il est de plus en plus admis que l'emploi productif est indispensable à la croissance ainsi qu'à une réduction durable de la pauvreté.

### **3. Faits stylisés sur l'emploi au Sénégal**

#### **3.1. Diagnostic en termes d'indicateurs macroéconomiques**

L'emploi est resté une préoccupation du Gouvernement du Sénégal depuis les années 80. Cependant, la politique de l'emploi était considérée comme passive<sup>6</sup> ou résultant de l'activité économique (réduction de l'offre de travail). La mise en place d'une politique de l'emploi active<sup>7</sup> a été rendue nécessaire par la persistance des difficultés économiques et l'émergence d'une offre de travail plus forte, marquée par la jeunesse de la population, évoluant dans un contexte de développement des médias favorisant les contestations et faisant peser un risque de contestation sociale à l'image du printemps arabe de 2011 (CEPOD<sup>8</sup>, 2012).

#### **3.2. Défis démographiques**

Une population active jeune et importante peut être source de richesse si les ingrédients de la croissance économique sont les bons. Toutefois, elle peut devenir un fardeau si l'économie ne se développe pas ou ne crée pas d'emplois décents pour ces jeunes.

La population du Sénégal est estimée à 15 411 614 en 2016 (Données banque Mondiale<sup>9</sup> 2017). La population croît au rythme annuel de 2,5%, ce qui dénote d'un dynamisme reflétant à la fois une forte natalité<sup>10</sup> (CEPOD, 2012). Pour cet auteur, cette population est composée essentiellement de jeune avec plus de 40% de la population ayant un âge inférieur à 15 ans contre 4% de personnes âgées de plus de 65 ans. Le corolaire de cette situation est le renforcement du taux de dépendance des inactifs (moins de 15 ans et plus de 65 ans) de 0,85, ce qui favorise la présence de beaucoup de travailleurs pauvres car le revenu du travail sera insuffisant pour faire face à la charge familiale (CEPOD, 2012). A cet effet, nous pouvons

---

<sup>6</sup> Il s'agit d'abaisser l'âge de la retraite afin de diminuer la population active, jouer sur le travail des femmes en les incitant de se retirer du marché du travail en offrant des possibilités de prestations sociales aux femmes qui choisissent d'élever leurs enfants, indemniser les chômeurs...

<sup>7</sup> Il s'agit d'agir sur la demande de travail en stimulant la création d'emploi, inciter les individus à accepter les emplois qui leur sont proposés, mieux adapter l'offre à la demande...

<sup>8</sup> Centre d'Etude de politique pour le Développement

<sup>9</sup> Disponibles sur le lien : [www.databank.worldbank.org/data/home.aspx](http://www.databank.worldbank.org/data/home.aspx)

<sup>10</sup> Une femme donne naissance à 5 enfants en moyenne, selon l'enquête EDS MICS 2011.

remarquer que le ratio de la population pauvre disposant de moins de 3,10 dollars par jour s'effrite de 0,12% entre 2005 (66,38%) et 2011 (66,26%) (Données banque Mondiale 2017).

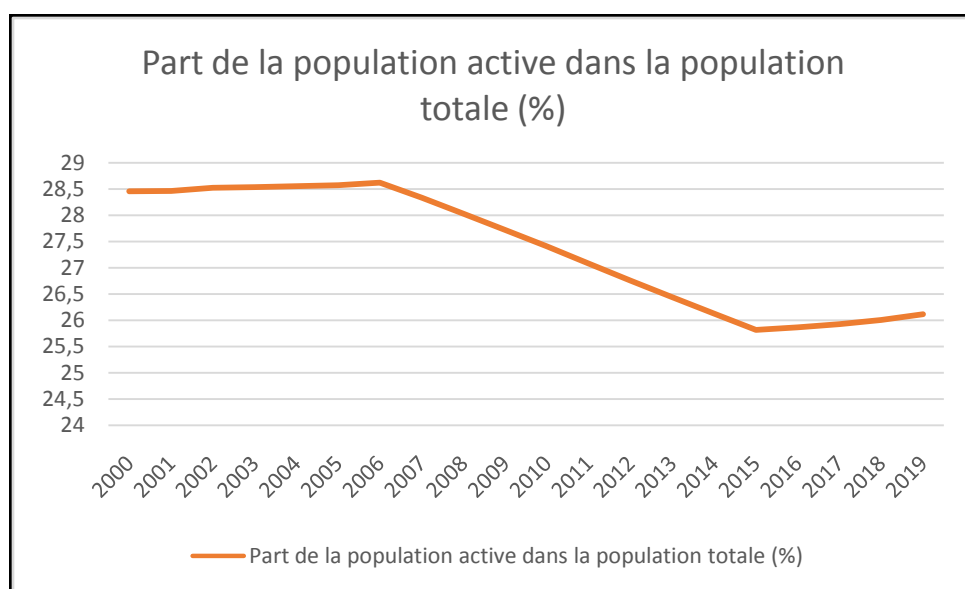
### 3.3. Qualité du capital humain et employabilité

Le Sénégal est un pays dont la population adulte active (15 ans et plus) est peu instruite même si nous pouvons noter les efforts considérables que le pouvoir public est entrain de mener (40% du budget est alloué à l'éducation). Le taux d'alphabétisation connaît un léger rebond en 2015 avec 55,62% en comparaison de celui de 2013 tablé à 42,82% (Données de banque mondiale 2017). Le graphique 1 suivant montre une tendance baissière de la part de la population active dans la population totale sur la période 2000 – 2019.

Du point de vue macroéconomique, l'accumulation de connaissances individuelles agit sur le niveau du revenu national et ainsi sur la croissance (Ndiaye, 2014).

Selon une étude du CEPOD (2012) sur le niveau de scolarisation de la population active, nous pouvons voir que l'essentiel a cessé les études entre les classes de CM1 et de 4<sup>ème</sup> collège. Ainsi, seul un peu près de 25% de la population est arrivé en classe de CM1 et 12% en 4<sup>ème</sup>. Quant aux diplômés de l'enseignement supérieur, le taux est quasiment très faible (environ 1 à 2%). L'autre problématique de l'employabilité de la population active réside du fait que l'essentiel de la population n'a effectué aucune formation professionnelle ou technique (87,9%), contre 3% un diplôme professionnel ou technique. Cela fait qu'il existe une inadéquation entre la formation reçu et l'offre de travail, empêchant les bénéficiaires de s'insérer dans le marché du travail.

Graphique 1 :





Source : Auteurs ; à partir des données de la Banque Mondiale

### **3.4. Investissements dans les ressources humaines**

L'effort financier consacré à l'Education en tenant compte des ressources totales du pays est évalué par les dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB. Ce ratio est estimé environ 8,2% depuis 2008. Le financement d'un élève (tous niveaux confondus) représente plus du quart du revenu par tête et ce, depuis 2005.

Ces efforts des pouvoirs publics ont permis d'améliorer le classement du renforcement des ressources humaines passant de 3,5 en 2010 à 4 en 2016 (Données Banque Mondiale 2017).

Cependant, il importe de noter une pléthore des effectifs du supérieur en raison de l'insuffisance

d'établissements et d'enseignants.

### **3.5. Possibilités d'emploi et rémunération de l'emploi**

Les possibilités d'emploi productif et la rémunération du travail dépendent largement d'une part, de la capacité de l'économie à créer des emplois qui, en termes de compétences et de qualifications, font coïncider l'offre et la demande sur le marché du travail et d'autre part, de la facilité et de l'égalité d'accès de la main d'œuvre à l'emploi productif. Ces aspects seront évalués à l'aide du taux de croissance économique et de sa qualité.

Selon les théories économiques, il existe une corrélation très forte entre la croissance du PIB et la variation de l'emploi. Il est retenu qu'en période d'expansion, l'emploi se crée, et en période de récession, il se détruit<sup>11</sup>. Les économistes retracent cette relation à l'aide de la loi d'Okun, selon laquelle une hausse de la croissance fait résorber le chômage (FMI<sup>12</sup>, 2016).

Pour le FMI (2016), la croissance du PIB est responsable de plus de 70 % de la fluctuation de l'emploi au Canada et aux Etats-Unis et de 40 % environ en Russie, au Royaume-Uni et en Australie, et a très peu de conséquences sur l'emploi dans de nombreux autres pays.

Au Sénégal, nous pouvons voir sur graphique 1 que sur toute la période la croissance connaît une tendance haussière avec des taux plus ou moins favorables (6,65% en 2016). Cette progression de la croissance a-t-elle permis de résorber le chômage ?

---

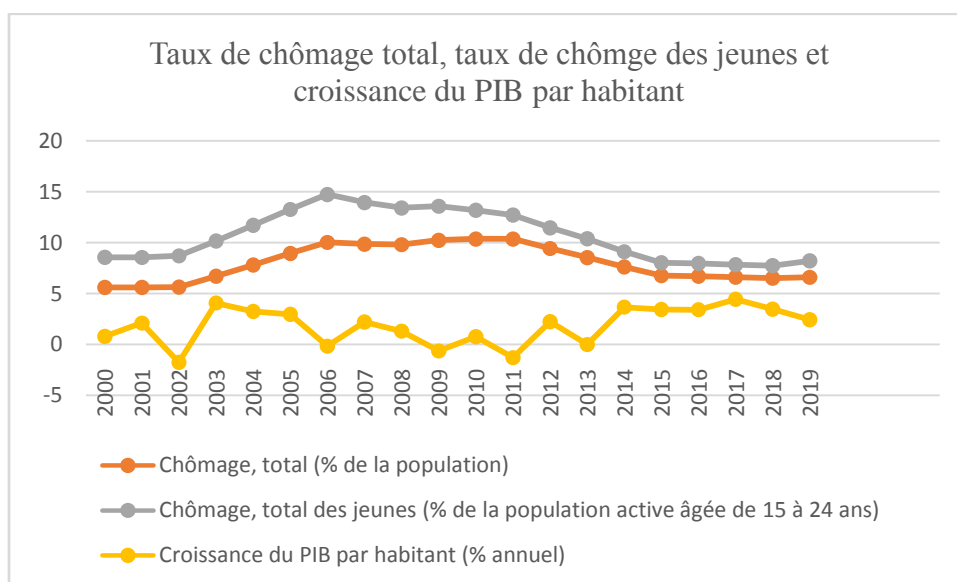
<sup>11</sup><https://www.temoignages.re/economie/croissance-et-emploi,17557> consulté le 20/10/2020

<sup>12</sup><https://www.imf.org/external/french/np/blog/2016/110916f.htm> consulté le 20/10/2020



Le Sénégal enregistre une contribution des importations dans le PIB plus importante que celle des exportations sur la période 2000 – 2016 avec respectivement<sup>13</sup> 43,55% et 27,13%. Ce scénario montre que la croissance est réalisée pour une grande partie par les importations au détriment des exportations ; ce qui laisse voir une croissance appauvrissante. Il urge donc d'orienter les bénéficiaires des programmes à s'activer dans les secteurs porteurs de croissance qui à son tour est un déterminant phare de création d'emploi. Le graphique 2 suivant montre qu'il existe une forte corrélation entre la croissance du PIB par tête et le chômage de manière général, celui des jeunes en particulier. Une tendance haussière de la croissance du PIB par tête depuis 2014 a entraîné une chute considérable du taux de chômage de jeunes.

**Graphique 2**



Source : Auteurs, à partir des données de la banque mondiale

#### **4. Fonctionnement des programmes de promotion d'emplois des jeunes : l'exemple de l'ANPEJ**

##### **4.1. Le financement des projets**

Le financement est remboursé au taux de 7%, et se fait progressivement. Le premier se fait à hauteur de 20% du montant du projet et sert à l'installation du projet<sup>14</sup>. Le reste est libéré après installation. La décision de financer relève du comité de financement piloté par le gouverneur de la région et l'ANPEJ ne joue qu'un rôle de secrétaire. Toutefois, elle peut intervenir sur des questions d'orientation techniques du projet en sélection.

<sup>13</sup> Calculs des auteurs à partir des données de la banque mondiale 2017.

<sup>14</sup> Direction de l'ANPEJ/ antenne de Ziguinchor.

Le premier financement nécessite un contrôle sur terrain, c'est-à-dire voir s'il n'y'a pas de détournement d'objectifs, avant que le financement complet du projet s'en suive pour le démarrage de l'activité.

#### **4.2.Accompagnement des demandeurs d'emploi et des porteurs de projet**

L'ANPEJ forme les porteurs de projet, leurs implique dans la rédaction du plan d'affaires. Ces derniers font le terrain pour avoir une idée claire du projet ou du domaine qu'ils veulent entreprendre. L'ANPEJ aide les jeunes à s'insérer dans le marché du travail en leur accompagnant dans la rédaction des dossiers de candidature (CV, Demande...) mais aussi leurs préparer à l'entretien.

#### **4.3.Difficultés**

La difficulté majeure des agences de promotion d'emploi des jeunes reste un manque de moyens dû au manque de partenaires.

#### **4.4.Remboursement**

Le taux remboursement est quasiment faible : 30% à 40% des bénéficiaires<sup>15</sup>. Ce problème est lié au détournement d'objectifs. Pour pallier à ce phénomène, l'ANPEJ a mis en place un plan de caution, c'est-à-dire quelqu'un proche du bénéficiaire qui décide de rembourser au cas où celui-ci ne le peut pas. Cela permet aussi aux garants d'avoir un contrôle sur la gestion du bénéficiaire.

#### **4.5.Plan de remboursement**

Le remboursement se fait à un taux de<sup>16</sup> 7% avec un différé de 3 mois voir jusqu'à 6.

### **5. Méthodologie et analyse de l'efficacité des programmes de promotion d'emploi**

#### **5.1.Méthodologie**

Cette étude est faite uniquement sur la commune de Ziguinchor. Nous avons effectué des enquêtes sur 300 jeunes dans 10 quartiers de Ziguinchor de manière aléatoire. IL s'agit du quartier de Diabir, Kénia, Colobane, Tilène, Boucotte, Alwar, Grand Dakar, Santhiaba, Lyndiane et Kandialan., avec comme activités principales : agriculture, commerce, transport, etc. Ainsi, pour analyser l'efficacité des programmes de promotion d'emploi des jeunes, nous avons privilégié les statistiques descriptives.

#### **5.2.Analyse de l'efficacité des programmes de promotion d'emploi**

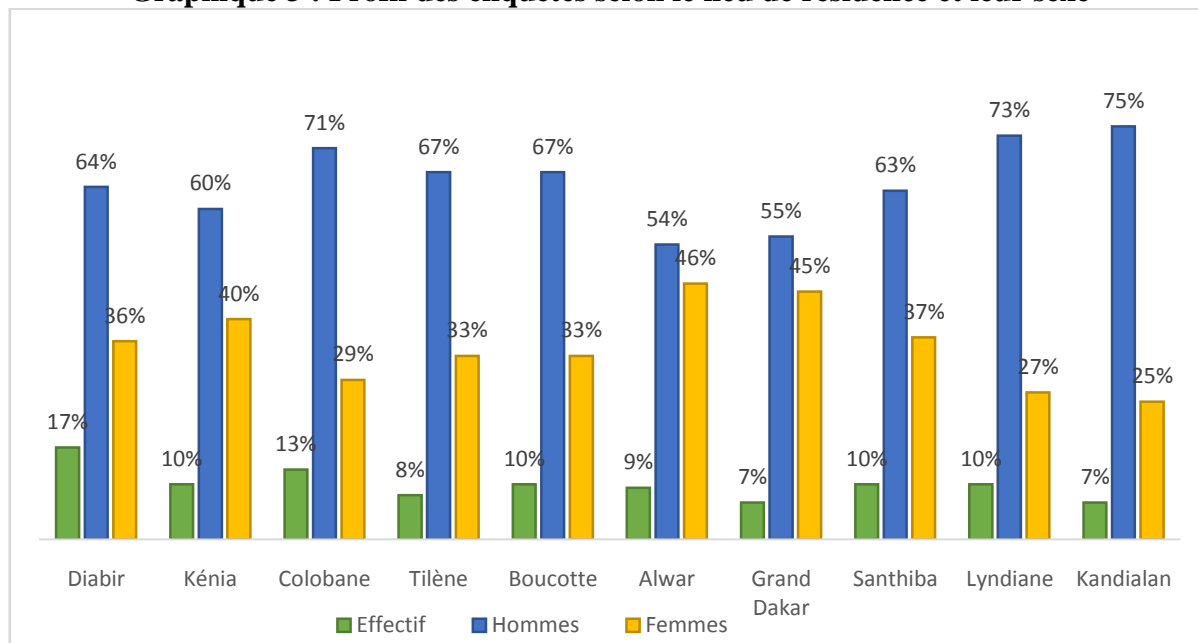
---

<sup>15</sup>Direction de l'ANPEJ/ antenne de Ziguinchor.

<sup>16</sup>Direction de l'ANPEJ/ antenne de Ziguinchor.

Le graphique suivant dresse le profil des enquêtés selon le lieu de résidence et le sexe. Ainsi, sur les 300 questionnaires établis, chaque quartier a au moins fait l'objet de 7% de questionnaire posé. La majorité des enquêtés sont des hommes dans chaque quartier avec une différence sensiblement plus faible dans les quartiers d'Alwar et Grand Dakar comparé aux autres quartiers. On retiendra que sur les 300 enquêtés, 65% sont des hommes et 35% des femmes.

**Graphique 3 : Profil des enquêtés selon le lieu de résidence et leur sexe**

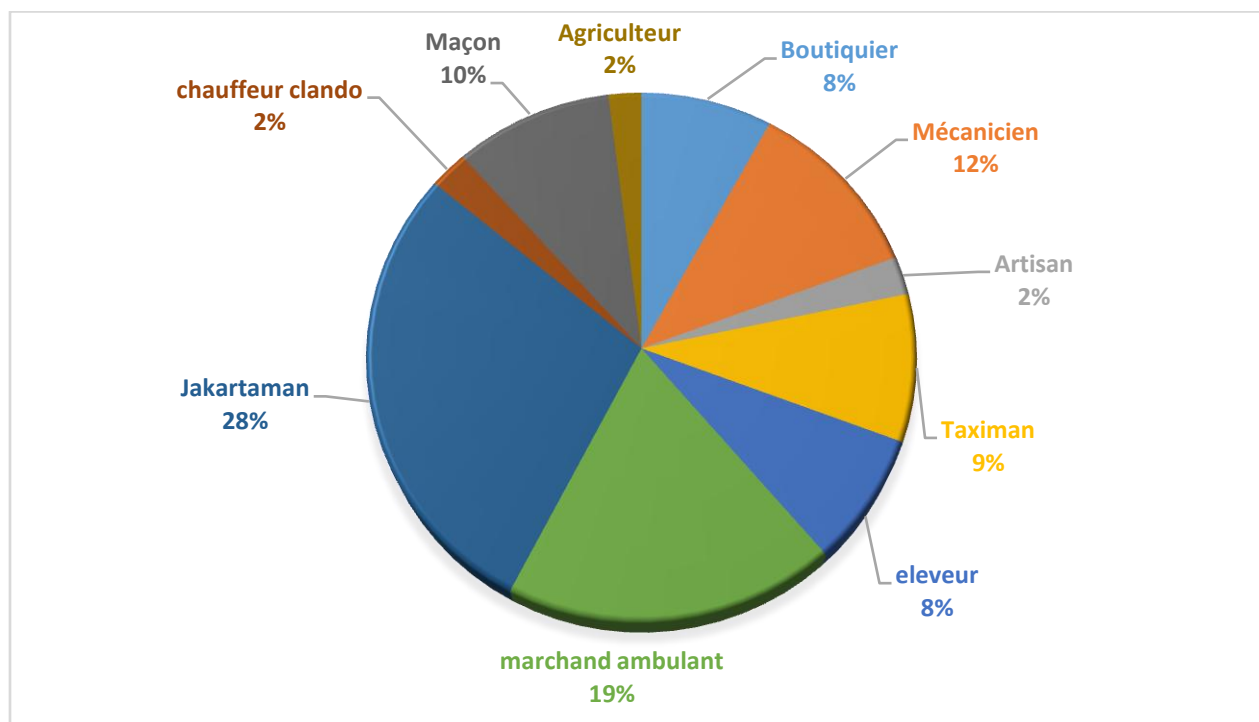


Source : Enquête des auteurs.

Le graphique 4 ci-dessous, illustre l'activité des enquêtés. Ainsi, 28% des personnes enquêtées sont des conducteurs de motos Jakarta (« *jakartaman* »), 19% sont des marchands ambulants. Les Mécaniciens, taximan, maçon, boutiquier et éleveur représentent respectivement 12%, 9%, 10%, 8% et 8%. Les agriculteurs, chauffeurs de clando et artisans représentent chacun 2% du total des enquêtés.

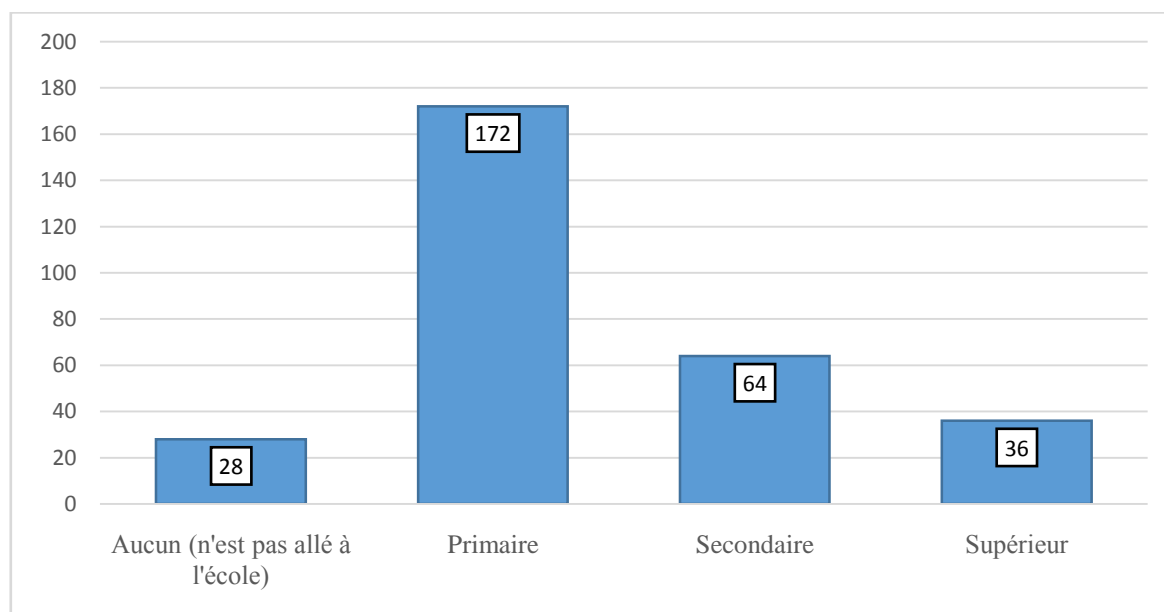
Toutefois, sur l'ensemble de ces jeunes enquêtés, 28 déclarent n'être pas allés à l'école. Par contre, 171 ont été à l'école primaire, 64 au secondaire et 36 ont attendu le supérieur (graphique 5).

**Graphique 4 : Activité des enquêtés**



Source : Enquête des auteurs.

**Graphique 5 : Profil des enquêtés selon leur niveau d'étude**

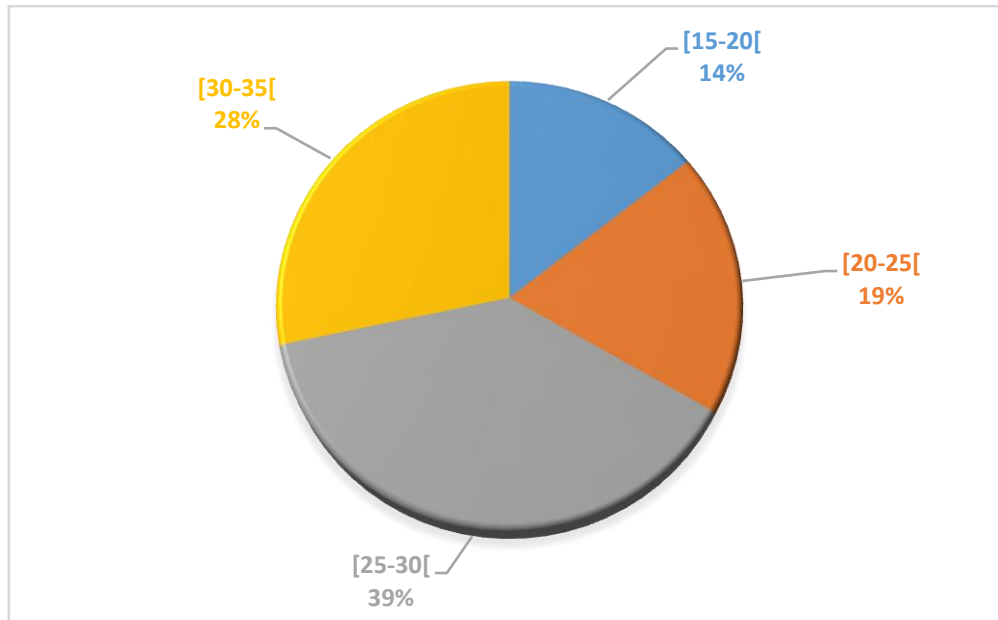


Source : Enquête des auteurs.

La répartition des enquêtés selon leur âge montre que les jeunes âgés entre 25 et 35 ans représentent la tranche d'âge la plus fréquente. Ils représentent 39% des enquêtés. Les jeunes

âgés entre 30 et 35 ans représentent 28%, 14% pour les jeunes âgés entre 15 et 20 ans et 19% pour ce qui sont âgés entre 20 et 25 ans.

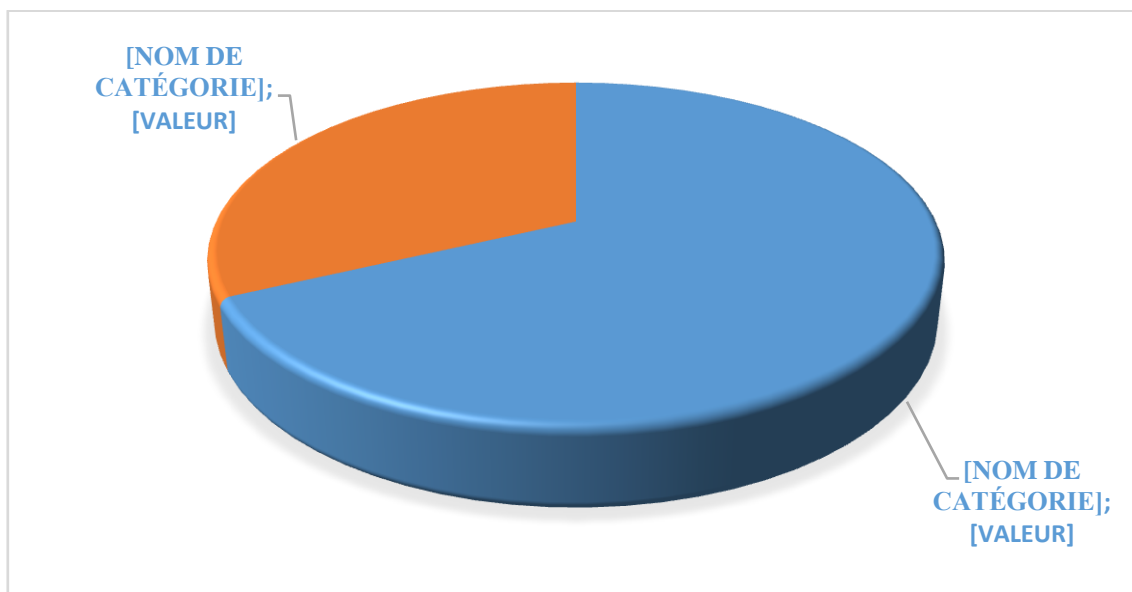
**Graphique 6 : Profil des enquêtés selon leur âge**



Source : Enquête des auteurs.

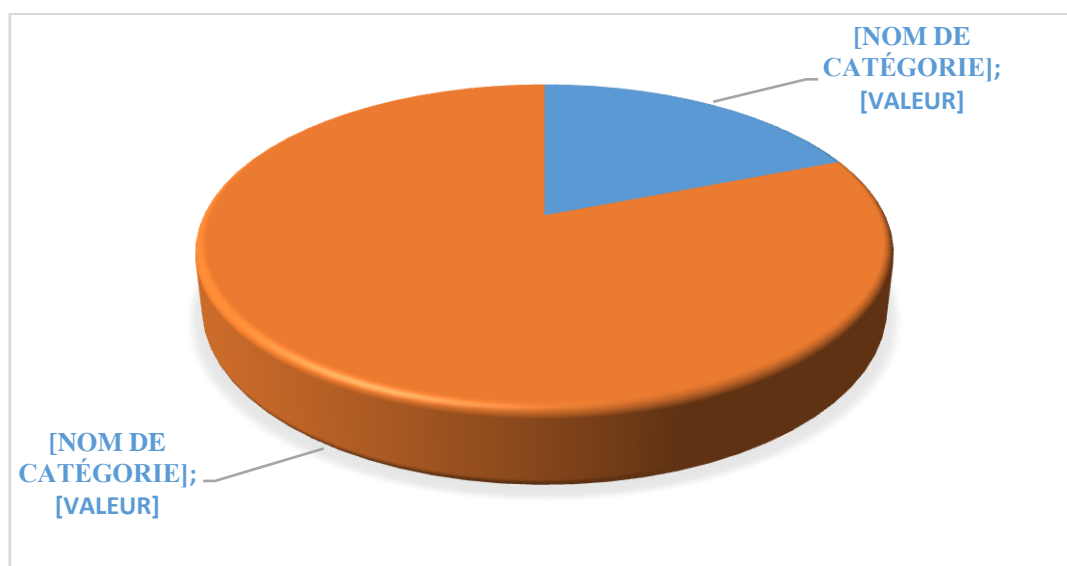
En ce qui concerne le degré de pénétration démographique, sur l'ensemble des jeunes enquêtés, 68% d'eux connaissent les programmes de promotion d'emploi contre 32% qui ne les connaissent pas (**graphique 7**). Ainsi, sur les 68% des jeunes qui connaissent ces programmes, seulement 19% des jeunes sont inscrits aux programmes (**graphique 8**) et 15% parmi eux ont bénéficié d'un financement contre 85% (**graphique 9**). Parmi les jeunes qui connaissent l'existence des programmes et qui ne sont inscrits à aucun (81% au total), certains pensent que ses structures ne peuvent pas leurs aider et préfèrent financer leurs activités par fonds propre. Sur les 15% de jeunes bénéficiaires du financement, 45% se disent être satisfaits du financement (**graphique10**) mènent une activité rentable. Parmi les 55% de jeunes non satisfaits du financement reçu, certains témoignent avoir détourné leur objectif de départ du fait non seulement de l'insuffisance du financement mais aussi de la rigidité du secteur d'activité. Le graphique 11 montre que sur les 15% de jeunes ayant reçu un financement, 80% sont instruits et reçu une formation professionnelle contre 20% qui sont instruits et sans formation professionnelle.

**Graphique 7 : Connaissance ou non des programmes**



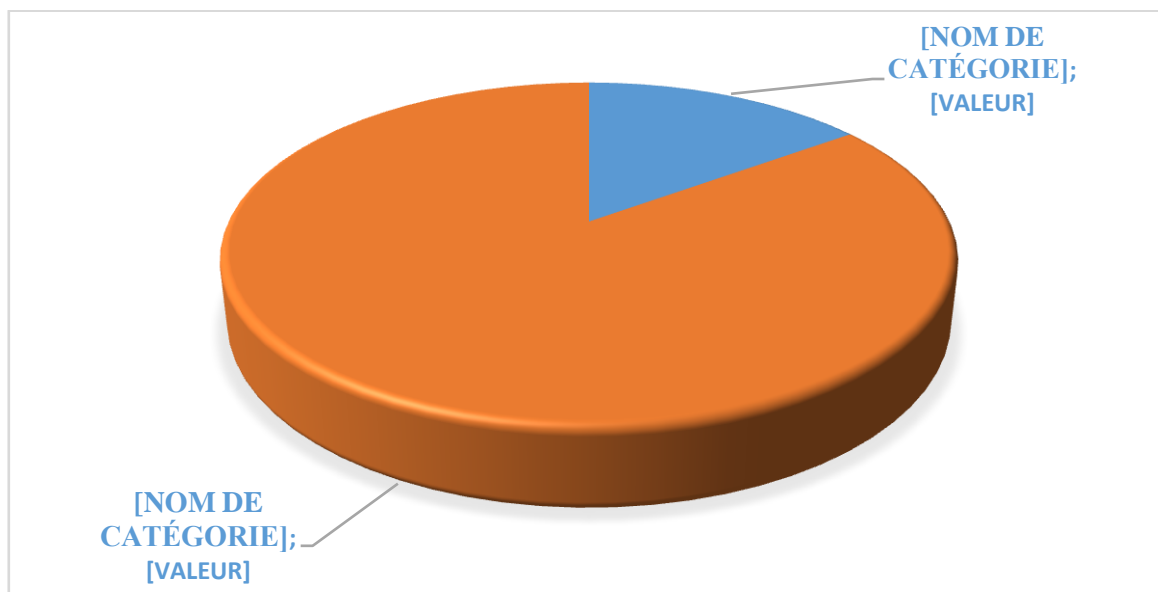
Source : Enquête des auteurs

**Graphique 8 : Inscription aux programmes**



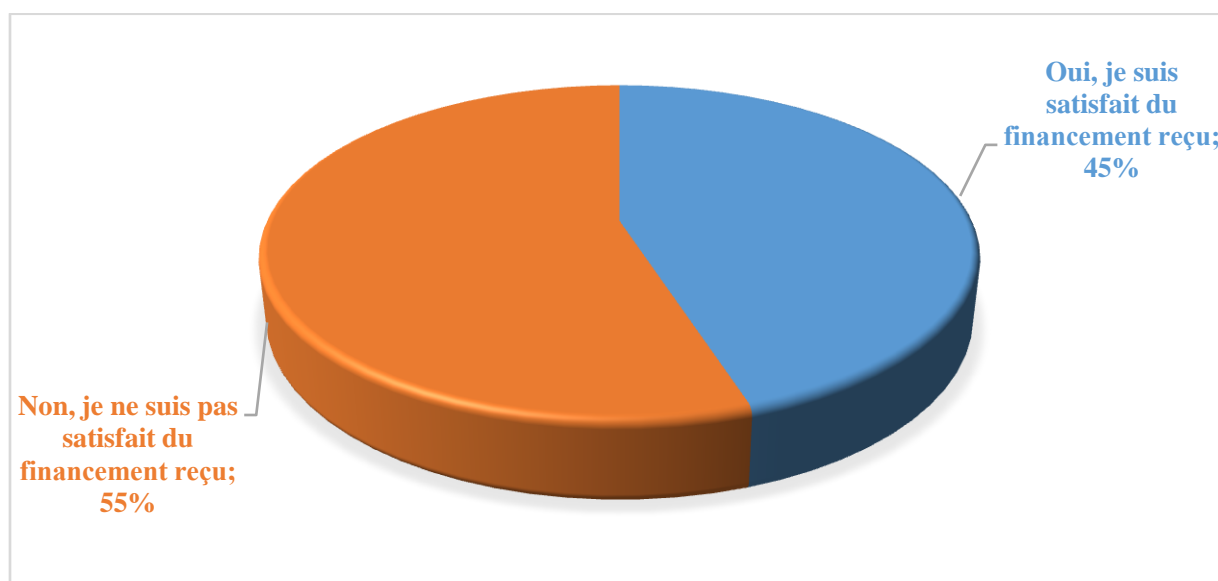
Source : Enquête des auteurs

**Graphique 9 : Financement**



Source : Enquête des auteurs

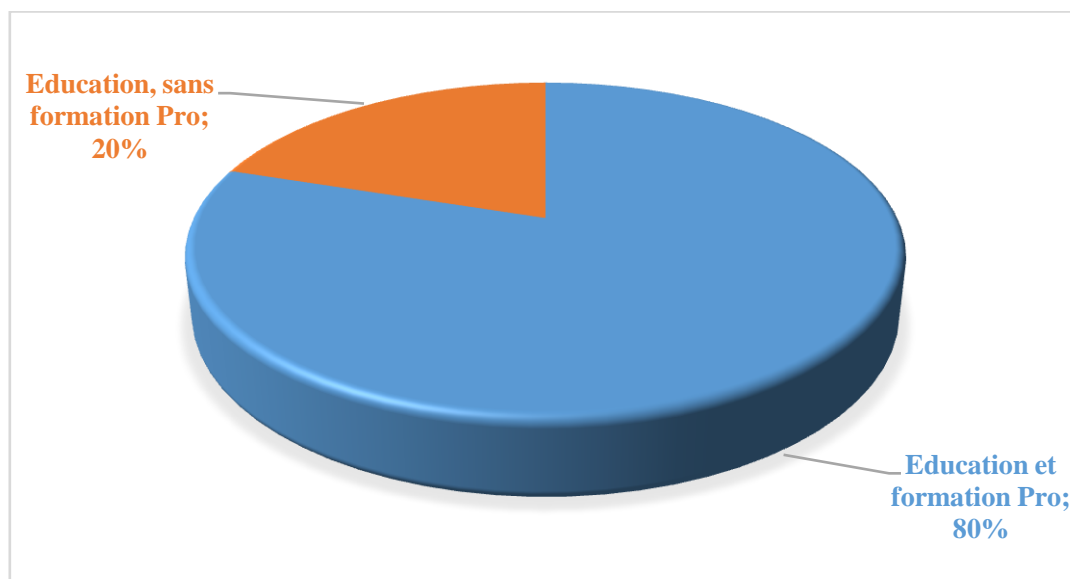
**Graphique 10 : Satisfaction au financement**



Source : Enquête des auteurs

**Graphique 11 : Formation**





Source : Enquête des auteurs

#### **6. Conclusion et implications de politique économique**

Ces dernières années, l'Etat du Sénégal est dans une dynamique croissante de création d'agences publiques de promotion d'emploi des jeunes. Ces initiatives ont contribué à l'insertion professionnelle de plusieurs jeunes chômeurs. Toutefois, il faut signaler que ces programmes, même s'ils sont connus par les jeunes, l'affluence de ces derniers censés les bénéficier est très faible (19% seulement), ce qui remet en cause leur efficacité. Il se trouve que le problème majeur de ces programmes de promotion d'emploi est l'insuffisance de moyens occasionné par un manque de partenaires (Direction d'ANPEJ, antenne de Ziguinchor par exemple). Les résultats de l'enquête ont montré que beaucoup de jeunes ne s'intéressent pas à ces programmes parce qu'ils pensent qu'ils ne pourront pas bénéficier d'un financement. Il faut donc des politiques de communications pouvant leurs rassurer et leurs motiver à s'inscrire aux programmes mais aussi doter ces programmes d'un financement conséquent afin de pouvoir financer un nombre important de jeunes. Les résultats ont aussi montré que la plupart des bénéficiaires de financements sont instruits et ont reçu une formation professionnelle (80%). Il urge donc de mettre l'accent sur la formation professionnelle afin de résoudre le problème d'inadéquation entre formation et emploi qui constitue un déterminant majeur du chômage au Sénégal. Il faut aussi orienter les bénéficiaires des programmes à s'activer dans les secteurs porteurs de croissance qui à son tour est un déterminant phare de création d'emploi. En fin de compte, l'amélioration des perspectives d'emploi pour la jeunesse sénégalaise est de comprendre et d'aborder les défis économiques globaux car les jeunes n'ont pas seulement besoin d'emplois, ils en créent aussi.

**Bibliographie :**

BIT (2017). Les politiques nationales de l'emploi : un guide pour les organisations de travailleurs. Genève, pp.1-19.

CEPOD (2012). « *Analyse diagnostique de l'emploi au Sénégal* ». Mars, pp.1-10.

COLOMB F. (2012). Les politiques d'emploi (1960 – 2000) : sociologie d'une catégorie de politique publique. Presses Universitaires de Rennes, coll. « République », pp.1-5.

DE VRAYER P. et ROUBAND F. (2013) : Les marchés urbains du travail en Afrique Subsaharienne. STATECO N°107, p.109.

DIAGNE A. (2017). Revue des politiques publiques menées au Sénégal sur la période 1960-2016. pp. 1-12.

FAD (2013). Appui à la Promotion de l'Emploi des Jeunes et des Femmes (PAPEJF). Rapport d'évaluation de projet, pp. 1-37.

FMI (2016). « *La croissance créatrice d'emplois : un nouveau regard sur une relation ancienne* », Novembre.

KANE A. et al. (2018). Améliorer les politiques d'emploi des jeunes en Afrique Francophone. Rapport de collecte de données pour le Sénégal, pp.1-52.

KANE A. , NDOYE M. L. et SECK A. (2019). Efficacité du dispositif d'accompagnement à l'insertion professionnelle des jeunes au Sénégal, pp. 1-19.

NDIAYE Babacar (2014). « *Analyse économique de l'investissement en capital humain* », Paris, l'Harmattan, pp. 9-99.